

危 Société 机 Rêvée

Signaux faibles et tendances lourdes

Avril/mai 2010.
suite réunion du 8 avril

Contributeurs : Manuel Bèguier, Anne Beaufumé, Hervé Chaygneaud-Dupuy, Gérard Demuth, Irène Dupoux-Couturier, Pascal Jouxte, Joseph Khoury, Marc Ullmann, Alain de Vulpian.

La science autrement. Savoir ou entrevoir pour agir.

Deux signaux faibles se complètent :

Manuel a repéré dans des **publications scientifiques** de premier plan. Deux articles qui **traitent de phénomènes sociaux dans une perspective d'action** :

- Un article de Nature modélise la guérilla et débouche sur un modèle mathématique et de décision. (<http://www.nature.com/nature/journal/v462/n7275/index.html>).
- Un autre, publié par The new scientist, nourrit une réflexion sur l'écroulement de la société (<http://www.newscientist.com/article/mg19826501.500-why-the-demise-of-civilisation-may-be-inevitable.html?full=true#>

La science intervient ici pour inspirer, justifier ou infirmer des options ou des stratégies. Elle devient par là même beaucoup plus politique. Elle débarque dans le quotidien. Il ne s'agit plus de faire une science abstraite mais bien une science appliquée, utile pour mieux comprendre le monde, expliquer ce qui se passe, le décortiquer à travers des modèles, des équations.

- **Le mot « do-tank »** apparaît dans de nombreuses conversations et publications. Le mot « **think-tank** » ne nous suffit plus. Il ne suffit pas de penser, il faut intervenir, changer les choses. Il faut comprendre suffisamment pour agir de façon plus avisée. Il faut également accepter de ne pas pouvoir prévoir le futur, accepter de se limiter à pressentir les dynamiques et les avenir possibles, pour agir en tâtonnant, en réajustant son intervention en fonction des réactions du système.

Ces signaux renvoient probablement à des phénomènes de fond.

° **Le savoir, à notre époque, s'éloigne des choses** et des éléments pris dans l'instant **pour se centrer sur les relations** et les systèmes dans la durée. Il s'éloigne des mécaniques pour se centrer sur le vivant.

° **Une prise de conscience** semble cheminer dans nos populations que **nous manquons dangereusement de savoirs socio-humains pour pouvoir agir de façon avisée**. Par exemple, la « science économique » n'a pas suffisamment compris et anticipé les mouvements et les évolutions du système-socio-économie ; elle n'a pas vu venir et ne nous a pas aidés à éviter l'explosion. De même, nous discutons dans la plupart des pays, des défauts de nos systèmes d'éducation mais, en l'absence d'un savoir socio-humain suffisant pour fonder une recherche pragmatique des réformes utiles, nous laissons les conflits d'idéologies en décider.

Nous attendons en sociologie, en anthropologie, en économie, en histoire évolutionniste que se constituent des savoirs pragmatiques qui puissent déboucher sur des thérapies. Comme la génétique et l'épigénétique, la biologie moléculaire et cellulaire ou les neurosciences alimentent l'art médical.

° Il est possible qu'en sciences sociales et économiques on assiste à un **renouveau de l'« action-research »** (Kurt Lewin, années 1940), recherche pour l'action qui alimente la socioperception et l'habileté sociale. En rupture avec le scientisme, on se centre sur les personnes, leurs vécus, leurs conduites, leurs interactions, les processus et les socio-systèmes.

° **Plus conscients de notre fragilité** de celle de notre planète, de la vie, de notre espèce, de nos cultures et de nos sociétés, de nos organisations, de nos personnes, de nos corps, plus conscients des crises en tous genres qui nous menacent, plus conscients de notre nature complexe et contradictoire (qui est elle-même une menace), **nous éprouvons le besoin de prendre soin de nous**. Nous cherchons à répondre aux défis de notre condition et à nous piloter de façon pragmatique et habile.

Jean Paul Delevoye et la société française malade.

J.P. Delevoye, Médiateur de la république, a animé le petit déjeuner du **Club des Vigilants** le 28 avril dernier en le centrant sur le « Malaise dans la société ». Il avait diffusé, il y a quelques mois, un rapport très remarqué sur la société française malade.

Sa posture quasi médicale est un signal faible. Il est très significatif que ce personnage officiel mette l'accent sur les souffrances, les pathologies, la maladie. Qu'il en esquisse le diagnostic. Qu'il les perçoive comme émanant d'une « évolution comportementale » et d'une variété de processus (par exemple, la conflictualité monte ; une société de citoyens qui s'est transformée en société de consommateurs ; on ne nourrit plus d'espérance ; d'une société rurale et religieuse à une société industrielle aspirant au confort matériel puis à une société consumériste, centrée sur la frustration des envies ; une société où les enfants ne sont plus confrontés à une autorité mais baignent dans l'affection et deviennent addictes aux jeux électroniques, etc.). Il évoque des remèdes possibles (supprimer la dichotomie actifs/inactifs, recentrer le pouvoir politique sur des perspectives à moyen et long termes, développer le tutorat, le soin, l'attention humaine). Sa posture n'est ni idéologique ni partisane ; elle tend à être pragmatique et thérapeutique. Elle tranche radicalement et heureusement avec la posture dominante de la classe politique.

Mais le diagnostic que porte Delevoye est insuffisant ou faux. Et ceci est un autre Signal Faible. La perspective qu'il adopte est biaisée. Il est nostalgique de la société d'avant. De plus, il ne semble pas conscient du fait qu'il ne parle pas de la société moderne mais de certaines des pathologies de cette société. Il nous parle en fait de la frange qui est et se sent rejetée, qui est probablement en croissance mais qui englobe sans doute moins de 20% de la population et dont on ne peut comprendre la situation et les possibilités de réintégration qu'en la replaçant dans le cadre de l'ensemble du système en évolution.

Il pense que « le chacun pour soi » remplace la volonté de vivre ensemble alors que cette posture n'est caractéristique que d'une petite minorité au sein d'une population où émergent et foisonnent de nouveaux vivre ensemble.

L'idée émane de son propos que la société française est plus malade que les autres sociétés européennes ou nord américaines, ce qui est probablement faux. Une analyse fine des souffrances et des pathologies de ces différentes sociétés modernes mettrait en lumière des similitudes et des différences qui seraient très éclairantes.

Le savoir que notre société produit sur elle-même est insuffisant pour orienter l'action politique.

Un scénario de type années 1920-1930 ?

Un scénario catastrophique du type de celui qui s'est développé en Europe au cours des années 1920/1930 nous menace-t-il ? Rien n'est encore clair.

Les années 1920/1930. Le traitement inhumain du prolétariat par le capitalisme de l'époque avait tendu les relations industrielles et poussé le prolétariat à la révolution. La crise et le chômage avaient mobilisé les masses. Les idéologies s'étaient exacerbées. Une chasse aux boucs émissaires s'était

organisée prenant pour cibles les juifs, les franc-maçons, les communistes, les ennemis de la nation, etc. Communisme et fascisme avaient prospéré et installé des régimes totalitaires dans une bonne partie de l'Europe. Il a fallu passer par cinq ans d'une guerre mondiale atroce pour atteindre un pallier d'équilibre : les Trente Glorieuses.

Un premier symptôme alarmant : une génération sacrifiée. Un rapport de l'OCDE publié le 14 avril sonne l'alerte. Dans la plupart des pays de l'OCDE, l'entrée dans la vie active était difficile pour de nombreux jeunes. La crise aggrave la situation. Premières victimes de la crise, les jeunes vont voir leur situation se détériorer pendant plusieurs années encore. Quatre millions de jeunes ont rejoint les rangs des chômeurs pendant la crise. On compte parmi eux 18,8% de chômeurs fin 2009 contre 8,6% pour l'ensemble de la population dans les pays de l'OCDE.

Les auteurs du rapport sont d'autant plus inquiets du fait que des expériences antérieures montrent que l'échec sur le marché du travail est souvent difficile à rattraper et peut les exposer à une stigmatisation de longue durée. En effet, lorsque la reprise surviendra, les employeurs peuvent être tentés d'embaucher des jeunes fraîchement diplômés à la place de diplômés pris au piège du chômage depuis longtemps.

Le risque d'explosion devient alors important.

Un deuxième symptôme alarmant : aujourd'hui, en Europe, la chasse aux boucs émissaires est ouverte. L'agressivité monte à l'égard de minorités qu'on accuse d'être à l'origine de nos malheurs. Les musulmans sont la cible en Europe de l'Ouest. Les juifs, les Rom et les homosexuels en Europe de l'Est. Succès électoraux de Geert Wilders en Hollande, du Fidesz Party (antisémite) et du Jobbik Party (ouvertement néo-Nazi) en Hongrie, du Front National en France, de la ligue du Nord en Italie. En Grande Bretagne, les partis engagés dans la campagne électorale ménagent les réactions anti-immigrants du public. Une opinion publique se forme à l'appui de l'interdiction du voile intégral dans plusieurs pays (Belgique, France, ...). Une votation interdit la construction de minarets en Suisse.

La bifurcation attendue vers une société plus harmonieuse peut encore se produire pacifiquement. En Europe et en Amérique, le capitalisme de casino est violemment rejeté par les opinions publiques mais il est possible que, sans révolution ni drame, d'autres formes de capitalisme soient en instance d'émergence. Les modes de management de « la grande entreprise » induisent des souffrances parmi les personnels qui nourrissent des protestations croissantes mais beaucoup d'entreprises qui en prennent conscience sont à la recherche de nouveaux systèmes d'animation et de pilotage. Les financiers, les spéculateurs, parfois les gouvernements, sont rendus responsables de nos malheurs mais le climat n'est pas à la révolution. Des explosions émotionnelles, des révoltes de travailleurs licenciés se produisent ici et là, mais les relations industrielles ne sont pas désastreuses et les statistiques montrent qu'en Europe et en Amérique du Nord les grèves sont relativement peu nombreuses. La bifurcation nécessaire peut se produire pacifiquement.

Savoir piloter la résorption de la dette publique. Le FMI nous dit qu'en 2014 la dette publique des pays riches atteindra, en moyenne, 110% du PNB (en augmentation de près de 40 points de pourcentage par rapport à 2007) : l'un des taux les plus élevés observés en temps de paix. Nous allons vers une explosion d'inflation et/ou des politiques d'austérité. La réduction de la dette publique sera douloureuse. Sera-t-elle supportée sans troubles majeurs par les populations ?

Des précédents de réductions draconiennes des dépenses publiques ont été pilotés habilement et ont porté leurs fruits (Canada, Suède, ...). Des expériences grandeur nature sont en cours. En Irlande, les employés du secteur public, suivant leurs leaders syndicaux, ont réagi avec abnégation à des mesures d'austérité. La résistance semble plus forte au Portugal, en Hollande et surtout en Roumanie.

La situation grecque est alarmante. La capacité de manœuvre de la libre spéculation l'est aussi. Beaucoup va dépendre des postures qu'adopteront les gouvernements : plus nationales ou plus collectives. Les signaux faibles observés en Europe sont, à cet égard, contradictoires. Les hésitations de la zone euro, les coups de frein d'Angela Merkel qui ont paru motivés par des préoccupations électorales à très court terme, font douter de notre capacité collective de pilotage. Mais, lorsque la situation devient littéralement catastrophique (j'écris ces lignes le lundi 10 mai), le jeu collectif reprend le dessus. C'est un jeu dangereux. De crise en crise, un jour la réaction pourrait être trop tardive et une nouvelle catastrophe se produire.

L'Exposition Universelle de Shanghai, Confucius et la démocratie représentative.

Accumulation de signaux :

- L'Exposition vient d'ouvrir. Elle est énorme. Le pavillon chinois surpasse tous les autres. Mais ce n'est pas seulement du nationalisme écrasant. Comme les Jeux Olympiques de Pékin et comme la communication autour de l'exposition, le pavillon chinois célèbre la puissance et la pérennité de la civilisation chinoise, la Chine éternelle plutôt que la Chine communiste. Telle est l'image de la Chine que les autorités chinoises proposent à leur peuple et au monde.
- Tu Weiming, à Harvard, attire l'attention depuis plusieurs années sur le renouveau, parmi les universitaires et les intellectuels, du confucianisme en Chine et dans l'ensemble de l'Asie du Sud Est.
- En 2007, je suis sorti du China-Europa Forum avec l'idée que beaucoup des Chinois rencontrés se sentaient en harmonie avec l'idée que la Chine se modernisait mais à sa façon et pas à l'occidentale (occidental = communiste, droits de l'homme, démocratie représentative).
- Alors que la confucianisme était rejeté et condamné par le régime aux temps de la Révolution Culturelle, Daniel A.Bell (un social scientist canadien qui enseigne actuellement à l'Université Tsinghua de Pékin) décrit une double évolution. D'une part, un regain d'intérêt parmi les universitaires et au sein de la société civile chinoise pour les classiques confucéens se produit spontanément. D'autre part, les autorités et le parti communiste, notamment ses couches jeunes (dans la quarantaine ou la cinquantaine), encouragent ce mouvement, par exemple, en approuvant la sortie d'un film sur Confucius.

Un scénario s'esquisse qui verrait se former un processus de modernisation original nourri par la tradition chinoise. Daniel A.Bell, dans un article publié par Le Monde des 2 et 3 mai et dans son livre (*China's New Confucianism :Politics and Everyday Life for a Changing Society*, Princeton Univ. Press 2008) montre que le confucianisme peut ouvrir des perspectives progressistes et humanistes de réforme politique en Chine et ailleurs. Le confucianisme ne s'oppose pas aux mœurs libérales. Les réformateurs confucéens sont favorables à une plus grande liberté d'expression. Mais ils mettent en cause le recours à la compétition électorale partisane comme mécanisme de désignation des plus hauts dirigeants du pays. Les dirigeants ainsi élus ont pour vocation de servir les intérêts de la communauté de leurs électeurs et, au mieux, de l'ensemble de leur nation. Or, les dirigeants politiques des grands pays prennent des décisions qui affectent le reste du monde et doivent prendre en compte les intérêts de la planète. Le système politique le plus avisé serait celui qui sélectionnerait, pour les postes dirigeants, les membres de la communauté les plus vertueux et les mieux qualifiés.

Cette analyse apporte une contribution intéressante à notre réflexion sur l'évolution de la démocratie.

Marée noire dans le Golfe du Mexique.

Une plate-forme pétrolière branchée sur un forage du fond marin à 1500m de profondeur a explosé et coulé. 800.000 litres de pétrole s'écoulent chaque jour dans la mer et menacent les côtes de la Floride, de la Louisiane, du Mississippi et de l'Alabama. Après quinze jours, les moyens de colmater la fuite n'ont pas encore été trouvés. Barak Obama a évoqué une catastrophe environnementale unique et potentiellement sans précédent. On lui fait grief d'avoir autorisé les forages à grande profondeur pour réduire la dépendance énergétique des Etats-Unis.

Peut-on envisager que cet accident dissuade d'entreprendre, pour de longues années, de tels forages comme l'accident nucléaire de Three Mile Island avait stoppé le développement de l'industrie électro-nucléaire aux Etats-Unis ?

Une nouvelle ère de l'humanité.

La succession de crises que nous vivons frappe les esprits. La marée noire et la menace d'une nouvelle crise majeure du système financier et économique surviennent après beaucoup d'autres crises : le dérèglement des climats, le tsunami de l'Océan indien, l'ouragan Katrina, la crise financière et économique de 2008, la grippe H1N1, Haïti et autres tremblements de terre, la tempête Xynthia et les inondations de Charente et de Vendée et j'en oublie... Cette accumulation a peut-être un sens. Elle alimente une idée qui émerge périodiquement depuis le milieu du siècle précédent : nous vivons une période charnière, le basculement d'une ère de la vie humaine sur la terre vers une autre et chacun va devoir se débrouiller dans la transition et participer à l'émergence d'un futur différent.

Alfred Korzybski parlait de *Manhood of humanity*, Pierre Teilhard de Chardin annonçait le point oméga, le New Age et Marilyn Fergusson voyaient venir *L'Ere du Verseau*, Frans de Waal pense que nous sommes entrés dans *L'Ere de l'empathie...*

Des dirigeants prennent conscience (suite).

Grande Bretagne : Paul Polman, « Chief Executive » depuis janvier 2009 de la multinationale Unilever, est parti publiquement en guerre contre la « Shareholder Value ». Pour marquer la distance qu'il veut prendre avec la recherche à tout prix du profit à court terme, il refuse de donner aux analystes financiers des prévisions de résultats. Après sa première incartade, l'action Unilever a perdu 6 €. Depuis, elle en a regagné 7. « *Les actionnaires qui sont partis, dit-il, sont des spéculateurs. Ceux qui sont restés pensent au long terme. Comme moi* ».

Etats-Unis : Jack Welch, ancien « Chief Executive » de General Electric, fut le champion et le gourou de la « Shareholder Value ». Depuis, il a changé d'avis : « *On s'aperçoit maintenant que l'idée est stupide* », a-t-il brutalement déclaré au Financial Times.

France : Pascal Joutel observe, dans sa vie de consultant, des dirigeants tenant des propos qui auraient été impensables il y a seulement deux ans. Exemples : acceptation d'une perte réelle de contrôle (laissez venir les innovations du terrain ; c'est à vous, postiers sur le terrain, de réinventer votre métier). Réhabilitation du tâtonnement (tâtonner dans toutes les directions, essayer tout ce qu'on peut et on verra ce qui marche). Innovation radicale : il va falloir se réinventer complètement, notre travail actuel pourra se faire avec deux fois moins de personnel et, si l'on ne veut pas licencier, il faut inventer autre chose (nos produits et nos méthodes de production actuels ne seront plus acceptables).

Les traders sont-ils des drogués ?

En Avril 2010, au cours d'une émission de télévision, David Freud (petit fils de Sigmund devenu banquier à Londres) témoignait de l'évolution de la City. Lorsqu'il y est entré, c'était devenu une place endormie. Les années Thatcher l'ont réveillée. En vingt-cinq ans d'ultra libéralisme, la finance a foisonné ; les entreprises de l'économie réelle ont vu leur ratio d'endettement passer de 30% à 600%.

Dans les années quatre-vingt-dix, l'injection des « produits dérivés » a endiablé la valse. Les banquiers ont cessé de penser : « *quand la musique joue, il faut se lever et danser* ». Personne n'y comprenait plus rien, drogué par de jeunes trader-disc-jockey follement payés. David était entré dans la banque pour le plaisir de faire un métier plutôt bien rétribué. Il s'agissait d'utiliser des outils financiers pour activer l'économie et, finalement, promouvoir la liberté donc activer la démocratie. Puis, l'ivresse des moyens a fait oublier les finalités. On dit maintenant qu'il faut réguler tout ça, limiter les bonus des petits génies, contrôler les produits dérivés, obliger les banques à augmenter leurs réserves. C'est un peu comme pisser dans un violon parce que les mathématiques ont plus d'un tour dans leur sac. Le milieu financier est devenu comme les alcool-dépendants qui, dès le matin en se réveillant, combinent des stratagèmes pour multiplier les occasions de boire dans la journée.

Les intoxiqués de la City et de Wall Street ne manquent pas de bonnes raisons de ne pas lâcher les copains. Ils sont convaincus qu'il leur faut continuer à fréquenter la confrérie. Songez, disent-ils, qu'en 2009 quatre banques chinoises figurent dans le top ten mondial. On ne peut pas les laisser prendre leurs aises. Le moteur de la croissance s'est déplacé en Asie : Chine, Singapour, Malaisie, il faut aller sur place pour assagir la sarabande. Cette fois-ci, c'est juré, on fera attention à éviter les abus. Promesse d'ivrogne ? On ne traite pas une addiction avec des règlements. Il y faut d'autres thérapies.

Les pouvoirs en difficulté devant les réseaux (suite).

Arabie Saoudite : Les inondations meurtrières, qui ont frappé la grande ville de Djedda en novembre dernier, ont permis à des associations non officielles et à des réseaux sociaux de bousculer les autorités. Le 25 novembre 2009, nourris par des pluies diluviennes, des flots ont dévalé des montagnes et noyé plusieurs quartiers pauvres. Pendant plusieurs jours, le pays reste sans réaction. C'est seulement à partir du 28 novembre que plusieurs blogueurs se rendent dans ces quartiers, prennent conscience de l'horreur, diffusent sur les réseaux des descriptions et des photos. Le tam-tam numérique déclenche une mobilisation citoyenne sans précédent qui prend le relais d'autorités locales absentes. Une structure est improvisée, le centre d'exposition de Djedda est réquisitionné pour collecter les dons. Une foule s'active, mêlant hommes et femmes, au grand scandale de la Commanderie pour la propagation de la vertu. La vague citoyenne submerge les organisations les mieux structurées que sont les associations ultra-religieuses. Il faut attendre un discours du Roi le 2 décembre pour que les autorités commencent à réagir. Plusieurs observateurs pensent que cette expérience vécue de citoyenneté active a changé bien des choses.

France : Dans de nombreuses villes françaises, appuyés sur Facebook, des « apéro-géants » s'auto-organisent. Nantes : 3.000 participants le 10 novembre, Rennes : 5.000 le 25 mars, Caen : 4.500 le 7 avril, Brest : 7000 personnes le 9 avril. Les préfets tentent, souvent en vain, d'empêcher ces manifestations spontanées qui cherchent seulement la chaleur de la rencontre et qu'aucune association n'organise.

Des innovations produits et services à la source d'une croissance saine.

Les médias attirent l'attention sur une innovation et une piste d'innovations :

- Une innovation fracassante : l'Ipod. A la fois un produit et un service. Un service qui ne prend sa consistance qu'avec la pleine collaboration de ses utilisateurs : il sera ce qu'ils en feront. Un service qui n'existe qu'avec la collaboration d'une grande variété de services annexes qui se branchent sur lui. Une innovation qui améliore la vie de ses utilisateurs, leur accès à la relation et aux informations, leur capacité de pilotage en temps réel, etc.
- Les pays développés commencent à ré-importer des solutions mises au point dans et pour les pays en développement pour leurs propres usages : De plus en plus de groupes occidentaux s'appuient sur leurs laboratoires de recherche d'Asie ou d'Europe de l'Est pour concevoir des produits astucieux, bon marché et adaptés au développement durable. L'innovation n'est plus l'apanage des pays développés. La créativité des chercheurs et des ingénieurs des pays émergents est désormais mise à contribution pour concevoir des produits mondiaux. Une nouvelle étape est ainsi franchie dans la mondialisation de la recherche.

Une liste des gisements de croissance utile s'ébauche :

1. Des produits et des services qui font du bien à ceux qui les utilisent, qui améliorent vraiment leur vie. Par exemple : Internet, réseaux sociaux, I phone, mobilité facile, paix des chaumières, accès aux

soins, etc. Qui ne leur font pas de mal (qui ne favorisent pas l'obésité, la dépendance, l'endettement excessif, la course à la consommation de prestige, etc.).

2. Des produits et des services qui contribuent à résorber de grandes souffrances dans la société, par exemple la mobilité (vélib, nouveaux systèmes de mobilité), solitude et manque d'affection (meetic et autres, systèmes qui poussent des retraités vers de nouvelles activités, socialisation des très jeunes enfants en difficulté), tension temporelle (paniers de légumes, aides personnelles), habitats conflictuels (nouvel urbanisme), stress au travail, etc. En Inde, remèdes et appareils de mesure concernant les maladies coronariennes, protections contre les eaux polluées (deux fléaux majeurs dans ce pays). Au Bangladesh, des yaourts bon marché qui compensent les principales carences alimentaires des enfants, etc.

3. Des produits et services frugaux, conçus pour les nouveaux consommateurs pauvres (pays émergents) et qui souvent conviennent aussi à une clientèle d'anciens consommateurs (p.ex. Logan). Ce sont des produits et services simples, robustes, de qualité, fabriqués en très grandes séries, pas chers.

4. Des produits et services qui contribuent à améliorer le bilan énergétique et l'équilibre de l'écosystème terrestre.

5. Des produits et des services qui favorisent l'épanouissement de l'ensemble que constituent l'entreprise et son écosystème.

Une enquête du BCG. Proportion d'entreprises qui déclarent que l'innovation est pour elles un priorité majeure.

	2008	2010
Chinoises	70%	92%
Indiennes	73%	79%
Françaises et britanniques	63%	76%
Américaines	63%	61%

Le monde musulman continue à hésiter.

En Turquie, en mars 2010, dans la ville de Mardine (ville située près de la frontière syrienne) point de jonction avec le monde arabe, s'est tenu un congrès international regroupant des « Références islamiques modérées » (Maraje' Islamia Mo'tadila) de 15 écoles religieuses « modérées » représentant l'ensemble du monde islamique. Le congrès déclare les « Fatwas » (explication coranique ayant valeur de référence) de Ibn Taymye obsolètes dans la ville même qui a été la gardienne de ces Fatwas. Celles-ci datent du XIVème siècle et sont à la source du fondamentalisme musulman.

En Arabie Saoudite, à Riyadh, au Festival de Jenadiryah, festival culturel et folklorique annuel patronné par le roi, on assiste à deux événements très significatifs :

- Une conférence sur une approche critique du salafisme (fondamentalisme musulman prônant le retour aux sources) qui débouche sur une mise en question de son adéquation au monde actuel..

- Pour la première fois, des femmes écrivains du Golfe sont reçues et gratifiées (exemple : l'écrivain Layla Osman).

A l'inverse, toujours en Arabie Saoudite, le libanais Ali Sbat, qui s'acquittait du Haj (pèlerinage musulman à la Mecque) est arrêté pour sorcellerie et condamné à mort (par le sabre) par les tribunaux religieux. Son crime : sur l'une des chaînes télévisées, il « lisait le sort » de ceux qui appelaient la chaîne. Toutes sortes d'interventions (du gouvernement libanais, d'organismes de défense des droits de l'homme, etc.) n'ont pas encore réussi à faire plier les tribunaux. Seul résultat : l'exécution de la sentence a été ajournée. A suivre...